



Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture financière et bancaire
N° 143 – 1^{er} trimestre 2010

INSTITUT D'EMISSION DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER
4, rue de la Compagnie – 97400 Saint-Denis

Sommaire

Méthodologie	4
1. Synthèse	6
2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit	11
3. Les actifs financiers de la clientèle non financière	12
<i>L'ensemble des actifs financiers détenus par les agents économiques</i>	<i>13</i>
<i>Les placements des ménages</i>	<i>15</i>
<i>Les disponibilités des entreprises</i>	<i>15</i>
4. Les passifs financiers de la clientèle non financière	16
4.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux	16
<i>L'évolution de l'endettement des agents économiques</i>	<i>16</i>
<i>L'endettement des ménages</i>	<i>17</i>
<i>L'endettement des entreprises</i>	<i>17</i>
4.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit	18
5. Risques sectoriels	19
6. Rappel des taux	21
6.1 Taux réglementés	21
6.2 Principaux taux de marché	21
6.3 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises	21
6.4 Taux de l'usure	21
7. Monnaie fiduciaire	22
7.1 Emission mensuelle de billets euros	22
7.2 Emission mensuelle de pièces euros	22

Méthodologie

1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement

Pour l'IEDOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale. Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. Ainsi, par exemple, l'Agence française de développement ou la CASDEN disposent effectivement d'un guichet sur place mais ne fournissent pas de bilan ou de compte de résultat local.

La Poste et le Trésor sont assimilés à des établissements locaux.

2) Enquête

L'enquête de conjoncture, effectuée par l'Iedom auprès des dirigeants des principaux établissements de crédit installés localement, est réalisée trimestriellement (17 établissements sont concernés).

Cette enquête comporte 13 questions. Les questions visent à saisir, sous forme de flèches, les évolutions (passées ou prévues) relatives aux dépôts et aux crédits ainsi que les opinions relatives à la situation de différents indicateurs (produit net bancaire, commissions, charges d'exploitation, provisions, résultat, effectifs, climat social et environnement économique). Les réponses sont pondérées en fonction de l'importance de l'activité de l'établissement interrogé (selon la question, la pondération est effectuée par les encours de crédits ou les encours de dépôts). Les chiffres ainsi obtenus donnent une mesure synthétique de l'écart entre la proportion des dirigeants qui estiment qu'il y a eu progression ou qu'une situation est en amélioration et celle des dirigeants jugeant qu'il y a eu fléchissement ou qu'une situation est en dégradation.

3) Actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales, à La Poste et au Trésor public. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale auprès de banques métropolitaines.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, livrets de développement durable et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuilles-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les données relatives aux opérations des compagnies d'assurance intervenant dans l'île.

Les ménages regroupent les particuliers, les entrepreneurs individuels et les administrations privées, les entreprises correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

4) Passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés d'abord les crédits octroyés par les seuls établissements de crédit locaux et ensuite les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit intervenant dans le département, qu'ils soient locaux ou non installés localement.

Les établissements de crédit non installés localement et intervenant dans les DOM sont principalement la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia – Crédit local de France, l'Agence française de développement (AFD), la Casden, Natexis et la Compagnie de financement foncier.

Les entrepreneurs individuels sont éclatés entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des particuliers) tandis que les autres catégories de crédit des entrepreneurs individuels ont été intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des sociétés non financières).

Pour les entreprises (SNF et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages (particuliers, administrations privées et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations centrales et de sécurité sociale.

5) Service central des risques (SCR) et SCR douteux

Le service central des risques (SCR) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif de 25.000 euros de crédits (dans les DOM) par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur le territoire français, en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe dans les DCOM. Cette source d'information permet, même si elle n'est pas exhaustive, une analyse sectorielle des encours de crédit.

Il est complété par les statistiques collectées mensuellement par l'Iedom sur les encours de créances douteuses déclarés localement par les établissements de crédit à partir d'un encours de 10 000 euros ainsi que les arriérés sociaux d'un montant supérieur à 22 500 euros et transmis par la Caisse Générale de Sécurité Sociale.

1. Synthèse

Synthèse internationale

L'activité économique mondiale poursuit son redressement entamé depuis le second semestre 2009, grâce aux vastes plans de relance macroéconomique mis en œuvre pour rétablir le bon fonctionnement du système bancaire. La zone euro présente une croissance économique modérée et aux Etats-Unis la reprise demeure fragile dans un contexte de désinflation. L'économie asiatique se caractérise par un regain de croissance au Japon qui bénéficie de la vigueur des exportations et du rebond de la demande intérieure et par une croissance particulièrement soutenue en Chine (+11,9% au premier trimestre 2010).

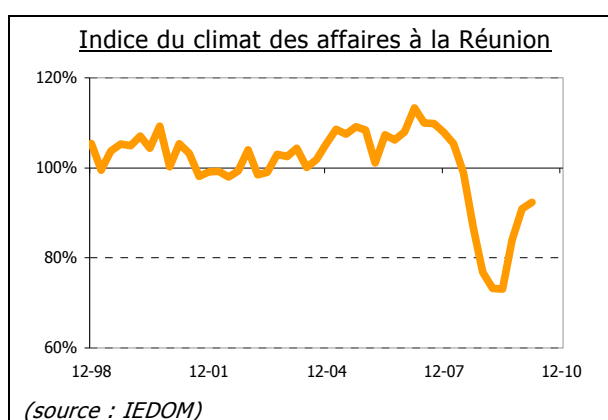
Après avoir affiché un net rebond tout au long de l'année 2009, les principales places financières ont été de nouveau affectées par d'importantes tensions depuis le mois d'avril 2010, conséquence des inquiétudes des marchés face à l'ampleur de l'endettement de plusieurs pays de la zone euro (Grèce, Irlande, Portugal, Espagne). Pour faire face à cette crise et stabiliser la zone euro, un plan sans précédent de 750 milliards d'euros a été mis en place par l'Union européenne en lien avec le FMI début mai 2010. Il consiste en la création d'un fonds communautaire de 60 milliards d'euros, mobilisable à très court terme pour aider les pays en difficultés, et une garantie de 440 milliards d'euros pour constituer une entité capable de lever des fonds sur les marchés financiers et acheter la dette publique des pays fragilisés. Par ailleurs, le FMI s'est engagé à accompagner ces mesures à hauteur de 250 milliards d'euros sous forme de prêts. En outre, la BCE a adopté des mesures exceptionnelles en intervenant sur les marchés obligataires pour acheter de la dette publique et privée de la zone euro.

Toujours dans le prolongement de la crise financière, le Sénat américain a voté le projet de loi sur la régulation financière qui prévoit notamment d'encadrer la faillite des établissements de crédit sans recourir à l'aide des contribuables, une plus grande supervision des fonds spéculatifs et des produits dérivés ainsi que la création d'un bureau pour la protection financière des consommateurs, chargé de réguler les produits financiers risqués.

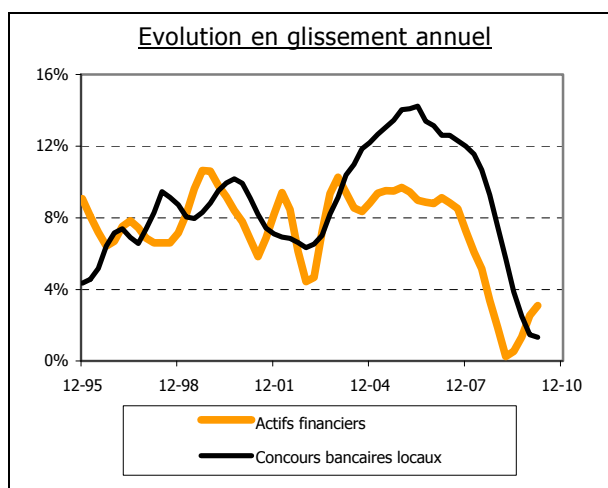
Dans ce contexte, l'euro s'est fortement déprécié, notamment par rapport au dollar, et il a retrouvé ses niveaux de 2006 en passant sous la barre des 1,25 euro pour un dollar, après avoir atteint un plus haut de 1,50 en milieu d'année 2008. Les taux directeurs dans la zone euro et aux Etats-Unis sont maintenus à des niveaux planchers, à respectivement 1 % et dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,25 %. Dans un contexte de baisse généralisée des cours boursiers depuis le mois d'avril, le prix du baril de pétrole est repassé sous la barre des 70 dollars à la mi-mai.

Une situation financière toujours fragile

La situation économique et financière de l'économie réunionnaise apparaît également mitigée au cours de ce premier trimestre 2010. L'indice du climat des affaires (ICA) à la Réunion, qui traduit notamment l'évolution de l'opinion des chefs d'entreprise interrogés par l'IEDOM, continue ainsi de se redresser légèrement au premier trimestre 2010, mais demeure toujours inférieur à sa moyenne de longue période.



De son côté, le système bancaire a enregistré au cours de ce premier trimestre 2010 une diminution parallèle des encours de crédits consentis (-0,7%) et des ressources collectées (-0,4%), après une fin d'année 2009 un peu mieux orientée (hausse des encours de crédits de +1,9% et de la collecte de +1,5%). Cette évolution saisonnière est corrélée à une moindre activité dans le secteur du bâtiment et de la construction et à une pause dans la consommation.



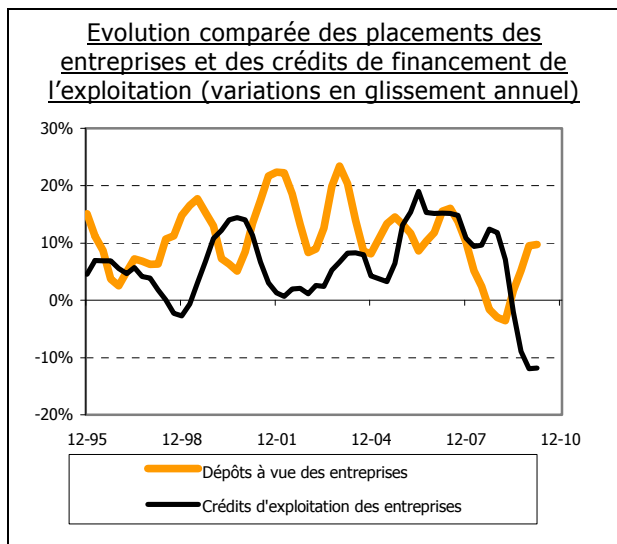
En glissement annuel, la collecte d'épargne continue néanmoins son rebond pour atteindre une

hausse de +3,9% à fin mars 2010 (+2,3% le trimestre précédent). De même, l'évolution des encours de crédits consentis semblent atteindre un point bas au premier trimestre 2010 à +1,4%.

La baisse des ressources collectées impactée par celle des dépôts à vue

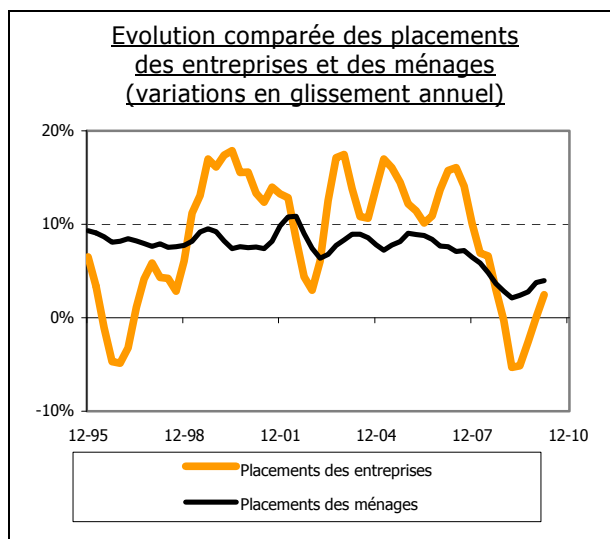
Après s'être nettement redressée au cours des deux derniers trimestres de l'année 2009, la collecte de ressources s'est établie en légère baisse au premier trimestre 2010 (-0,4% soit -44 millions d'€). Comme chaque début d'année, les dépôts à vue reculent sensiblement (-4,1% soit -136 millions d'€ sur le trimestre), touchant à la fois les disponibilités des entreprises (-7,6% soit -97 millions d'€) et celles des ménages (-2,2% soit -42 millions d'€). Ce recul n'est pas totalement compensé par les progressions sur le trimestre des autres composantes de l'épargne collectée : +2,1% soit +75 millions d'€ pour l'épargne longue et +0,5% soit +17 millions d'€ pour les placements liquides.

Les ressources collectées auprès des **sociétés non financières** s'établissent ainsi en retrait de -4,2% au cours du premier trimestre 2010 (-103 millions d'€), s'expliquant presque essentiellement par le recul de leurs disponibilités à vue, après deux trimestres de progression. Les autres formes de placement des sociétés non financières s'établissent également en retrait, seuls les placements sous forme d'OPCVM s'inscrivent en légère hausse sur le premier trimestre.

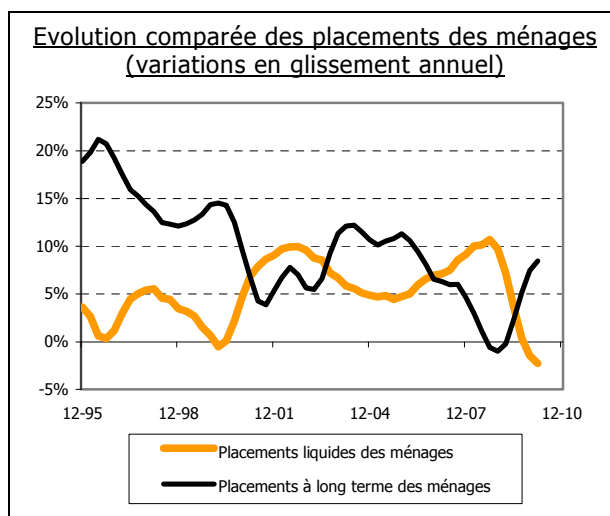


Analysée en glissement annuel, les dépôts à vue des entreprises continuent d'évoluer en sens inverse par rapport aux encours des crédits d'exploitation. Ces derniers reculent ainsi de -11,1% par rapport à mars 2009 (-7,4% sur le premier trimestre 2010), contre une hausse de +11,3% de leurs dépôts à vue sur la même période (-7,6% au premier trimestre 2010). Dans le contexte actuel de faible rémunération des

placements à court terme, cette évolution inverse peut s'expliquer par des arbitrages des entreprises pour limiter leur recours aux financements d'exploitation.



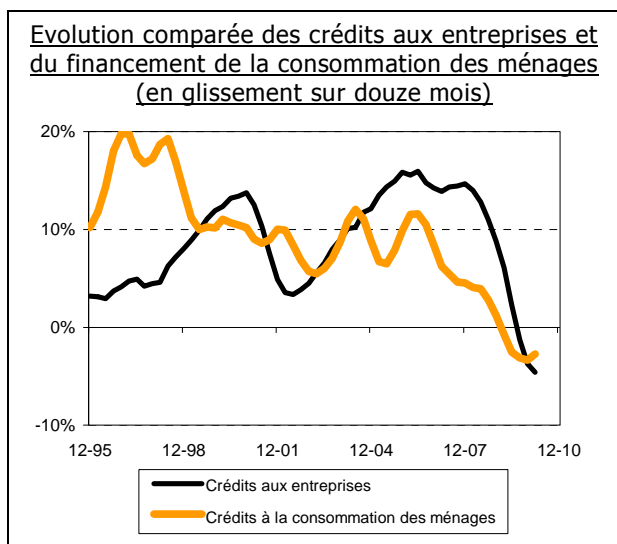
Les placements des ménages s'inscrivent pour leur part en légère hausse de +0,7% à 7,6 milliards d'€ à fin mars 2010. Les plus fortes variations enregistrées portent sur les produits détenus en portefeuilles-titres, notamment les OPCVM monétaires (+15,9% sur le premier trimestre), les contrats PERP (+5,3%) les OPCVM non monétaires (+4,4%) et l'assurance-vie (+3,3%). Les baisses les plus importantes concernent les produits d'épargne comme les livrets d'épargne populaires (-4,5% sur le trimestre), les plans d'épargne populaire (-4,3%) et les livrets jeunes (-2,7%). A noter que les comptes créditeurs à terme, placement particulièrement apprécié l'année précédente, et qui faisait l'objet d'une concurrence importante des banques pour attirer les fonds de la clientèle, continuent de reculer à fin mars 2010 (-2,2% sur le trimestre et -30,8% sur douze mois).



Un marché du crédit toujours atone

En matière de distribution de crédits à la clientèle, la légère reprise enregistrée au quatrième trimestre de l'année 2009 (+1,9% soit +238 millions d'€) ne s'est pas poursuivie au premier trimestre 2010. L'ensemble des compartiments du marché du crédit sont en recul sur le trimestre.

Ce sont **les crédits consentis aux entreprises** qui diminuent le plus fortement sur le trimestre, avec une baisse de -129 millions d'€ (-2,6%) entre décembre 2009 et mars 2010, pour s'établir à 4,9 milliards d'€. La baisse enregistrée sur les douze derniers mois atteint pour sa part -256 millions d'€ (soit -5,0%). Il faut noter que l'évolution des encours de crédits totaux aux entreprises est particulièrement bien corrélée sur les derniers trimestres à celle du financement de la consommation des ménages ; le recul de la consommation de ces derniers ayant évidemment un effet sur la demande de crédits émanant des entreprises.

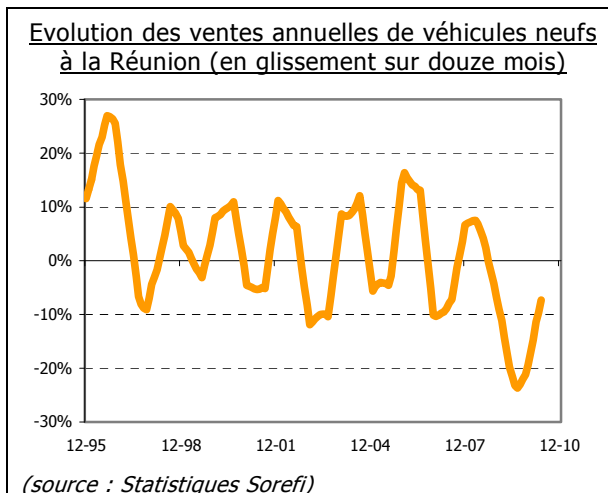


Au sein des crédits aux entreprises, **les financements d'exploitation** s'inscrivent en recul de -87 millions d'€ sur le premier trimestre 2010 (-7,4%). Toutes les formes de concours à court terme, hormis les comptes ordinaires débiteurs des entreprises, voient leurs encours diminuer : -19,6% pour les créances commerciales, -14,4% pour l'affacturage, -10,3% pour les crédits de trésorerie. Dans ce contexte, la hausse de +12,2% des comptes ordinaires débiteurs peut aussi être considérée comme un signe de tensions de trésorerie pour les entreprises et révélateur d'une montée des risques. Le financement de l'exploitation des entreprises s'inscrit dans un mouvement régulier de baisse des encours observé depuis décembre 2008, avec un seul trimestre de pause au trimestre précédent (+4,9%).

De même, **les crédits d'investissement aux entreprises** diminuent de -18 millions d'€ (-0,6%)

au premier trimestre 2010, pour le quatrième trimestre consécutif. La baisse sur douze mois s'établit à -3,1% par rapport à mars 2009.

Les crédits consentis aux ménages s'inscrivent également en baisse entre décembre 2009 et mars 2010 de -0,7% (soit -40 millions d'€), en raison tout particulièrement du fort recul enregistré par les encours **de crédits en faveur de la consommation des ménages** (-47 millions d'€ soit -2,9% au premier trimestre 2010). Ces derniers avaient enregistré cinq trimestres consécutifs de baisse des encours en 2008 et 2009 (dont -0,6% au troisième trimestre 2009, -1,7% au deuxième et -1,6% au premier) avant une légère reprise au dernier trimestre, en liaison apparente avec le redressement des ventes de véhicules automobiles au mois de décembre 2009. Les ventes annuelles de véhicules automobiles diminuent cependant toujours légèrement à fin mai 2010 (-2,9% par rapport à mai 2009) représentant un volume de 24.084 véhicules vendus, contre un minimum de 22.868 en septembre 2009 et un maximum de 31.343 en juillet 2008.

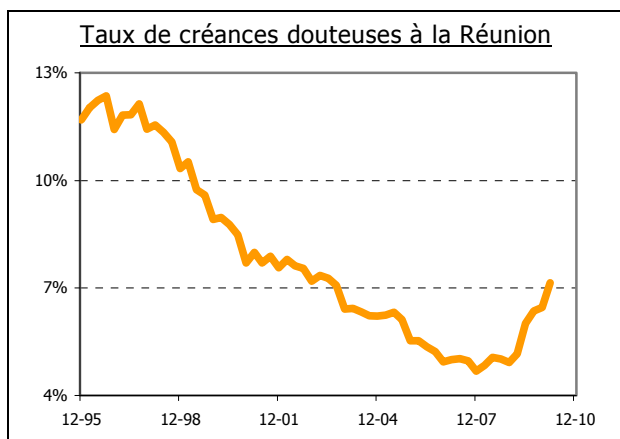


A l'inverse, **le financement de l'habitat des ménages** s'inscrit en hausse (+0,2% soit +7 millions d'€) sur le premier trimestre 2010, traduisant une stabilité du marché immobilier réunionnais. Le quatrième trimestre 2009 s'était inscrit en hausse beaucoup plus marquée (+96 millions d'€ soit +2,3%) après deux trimestres difficiles (+0,4% au troisième trimestre et +0,9% au second trimestre). Cette reprise peut néanmoins s'expliquer par la finalisation d'opérations de défiscalisation.

Les crédits consentis aux collectivités locales s'inscrivent pour leur part une nouvelle fois en baisse (-0,4% au premier trimestre 2010 après -0,6% au quatrième trimestre 2009), témoignant du ralentissement des programmes d'investissement public. En glissement annuel, les encours des crédits aux collectivités locales diminuent de -0,1% à fin mars 2010 contre une hausse de +1,4% à la fin du trimestre précédent.

Un fort accroissement des créances douteuses

Les **créances douteuses** brutes continuent toujours de progresser à fin mars 2010, marquées par les difficultés de quelques groupes réunionnais. Leur encours s'établit désormais à 902 millions d'€, en hausse de +82 millions d'€ (+10,0%) sur le premier trimestre 2010 après +3,3% au quatrième trimestre 2009, +5,6% sur le troisième trimestre et +17,1% sur le deuxième trimestre. En glissement annuel, la hausse des encours des créances douteuses s'établit désormais à +40,5% à fin mars 2010 contre +33% à fin décembre 2009 (et +29,2% à fin septembre).



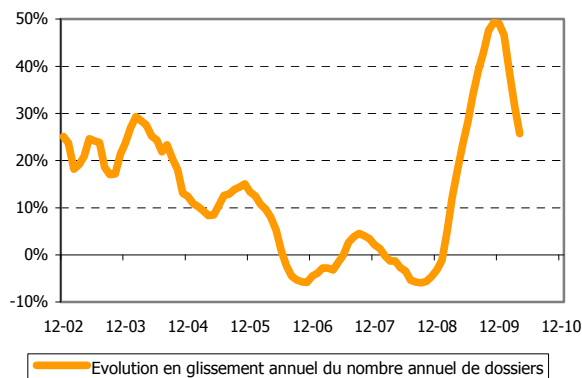
Le taux de créances douteuses de la place s'établit ainsi à 7,1% des encours totaux de crédits à fin mars 2010 contre 6,5% à fin décembre 2009 et 4,9% à fin décembre 2008.

Les provisions sur créances douteuses augmentent pour leur part de +10,2% au cours du premier trimestre 2010 (à 566 millions d'€) et de +39,7% en glissement annuel sur douze mois.

Le taux de risque demeure néanmoins inférieur au niveau atteint dans les années 1995-1998, après la crise économique des années 1992-1993.

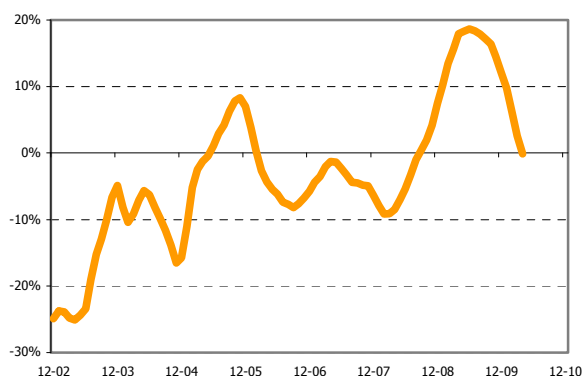
Les indicateurs de vulnérabilité des ménages à la fin mars 2010, en matière de surendettement (après une forte hausse de +55,6% au premier semestre 2009, le nombre de dossiers déposés se maintient à un haut niveau, entre 550 et 600 dossiers par semestre) ou de chômage (hausse du nombre de chômeurs de +19% en glissement annuel à fin mars 2010) continuent de témoigner de la dégradation de la qualité du risque de crédit consécutif à la crise économique.

Evolution du nombre de dossiers de surendettement déposés auprès de la commission



Il en va de même pour les entreprises qui enregistrent une dégradation d'un certain nombre d'indicateurs, avec notamment une progression des arriérés de sécurité sociale de +62% en nombre (+74% en montant). Par contre, les impayés sur effets des entreprises diminuent de -1,5% en cumul sur douze mois à fin avril 2010, ce qui peut aussi s'expliquer par un ralentissement du crédit interentreprises.

Evolution du nombre annuel d'effets impayés sur les entreprises (glissement sur douze mois)



Une conjoncture qui semble se stabiliser

Les dirigeants des établissements de crédit, interrogés dans le cadre de l'enquête trimestrielle d'opinions, font état d'un certain nombre de signes d'amélioration de la conjoncture bancaire au deuxième et troisième trimestre 2010.

La tendance enregistrée sur le marché des dépôts collectés ainsi que sur celui des crédits semble ainsi se redresser. Le marché des financements aux entreprises présentent par contre des soldes d'opinion moins bien orientés.

Les principaux indicateurs de rentabilité des établissements de crédit semblent également être bien orientés au cours des deuxième et troisième trimestres 2010, avec notamment une amélioration continue du produit net bancaire et du résultat net.

Il doit néanmoins être enregistré une nette dégradation de l'opinion des dirigeants d'établissement de crédit sur la tendance du coût du risque au troisième trimestre 2010 après deux trimestres de nette amélioration, en liaison vraisemblablement avec des difficultés rencontrées par plusieurs groupes réunionnais.

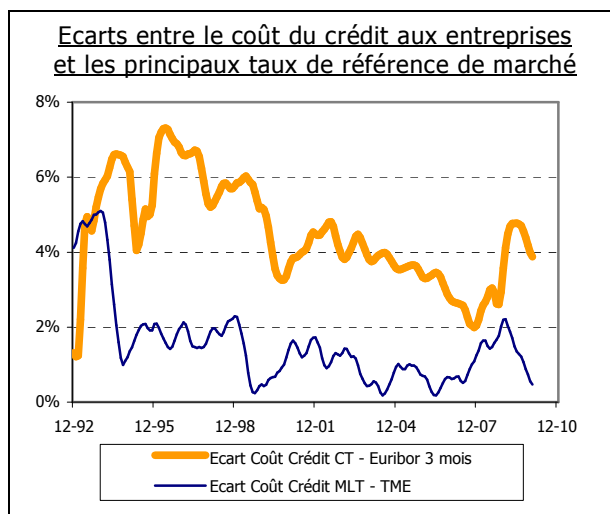
Enfin, les opinions des dirigeants des établissements de crédit sur la conjoncture économique du département s'améliorent régulièrement, même si elles demeurent encore majoritairement négatives. Cette évolution est conforme à celle de l'ICA, obtenue à partir des opinions des chefs d'entreprises.

Des taux des crédits aux entreprises orientés à la baisse

La dernière enquête sur le coût du crédit aux entreprises à la Réunion, réalisée par l'IEDOM au mois de janvier 2010, faisait apparaître une forte baisse du taux des crédits aux entreprises, qui s'établissait en moyenne à 4,22% contre 5,53% lors de la précédente enquête de juillet 2009.

La baisse des conditions débitrices pratiquées par les principales banques réunionnaises concernent aussi bien les financements à court terme, en

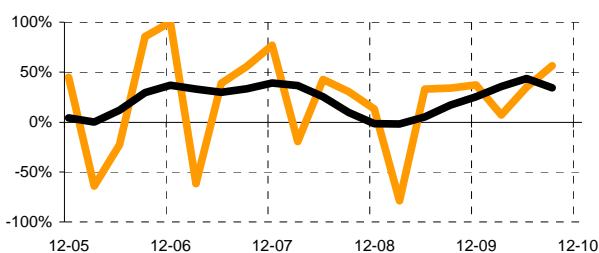
baisse de -133 points de base (4,46% en janvier 2010) que les financements à moyen et long terme (en recul de 110 points de base).



L'écart avec les taux de marché demeure néanmoins important pour les financements à court terme consentis aux entreprises (près de 4 points en moyenne par rapport au taux Euribor 3 mois). A l'inverse, le taux des crédits à moyen et long terme s'établit en moyenne à un niveau proche des taux obligataires obtenus par l'Etat pour le financement de ces emprunts.

2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit

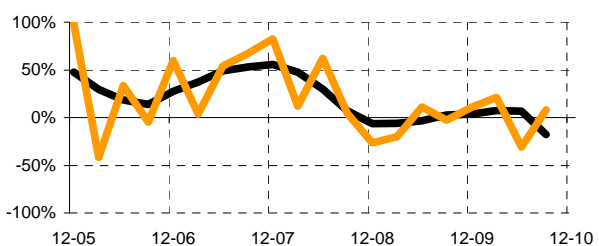
Tendance des dépôts collectés



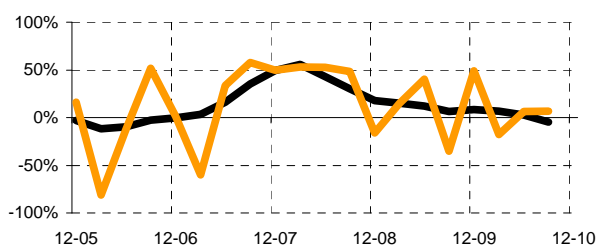
**Soldes d'opinions (bruts) des dirigeants
Réalizations du second trimestre 2010
Prévisions pour le troisième trimestre 2010**

Etablissements interrogés : Bfcoi, Bnp Paribas Réunion, Br, Bred-Bp Réunion, Crcamr, Cepac Réunion, Crédit Sofider Oi, Sorefi, Ocor Lease Réunion, Réunionbail, Cmoi, Crcmmom, Cfb, Fortis Oi, Natixis Factor, Cga et Banque Postale.

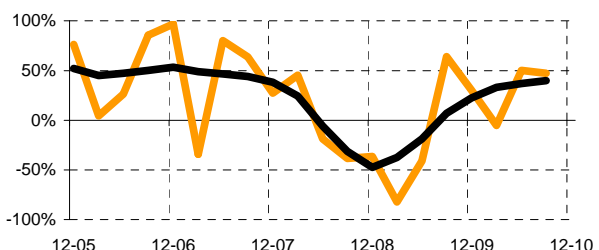
Production de crédits d'équipement aux entreprises



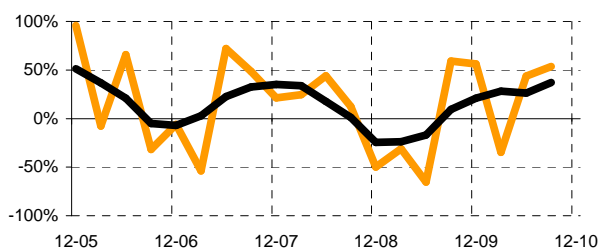
Production de crédits d'exploitation aux entreprises



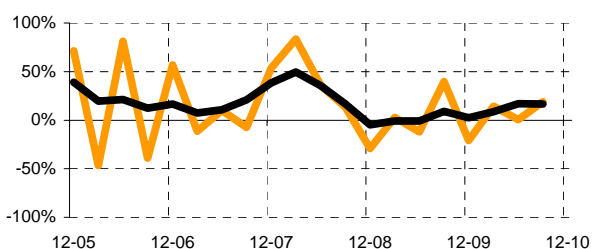
Production de crédits à l'habitat des ménages



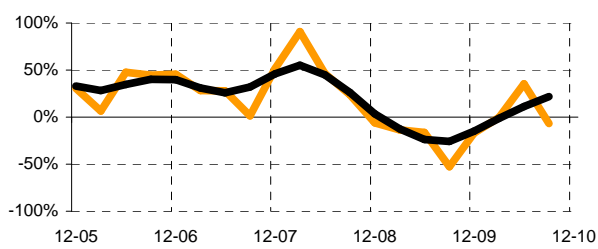
Production de crédits à la consommation (ménages)



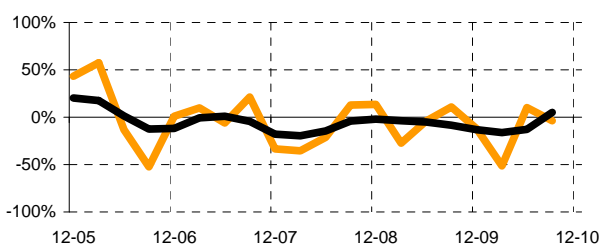
Tendance du produit net bancaire



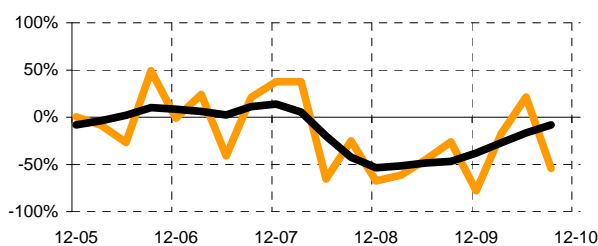
Tendance des commissions prélevées



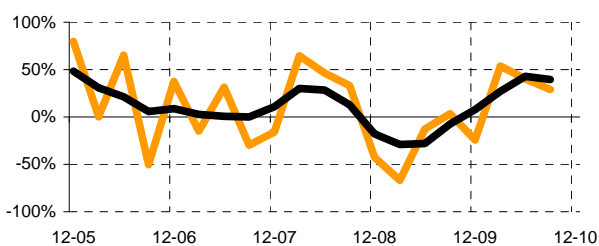
Tendance des charges d'exploitation bancaires



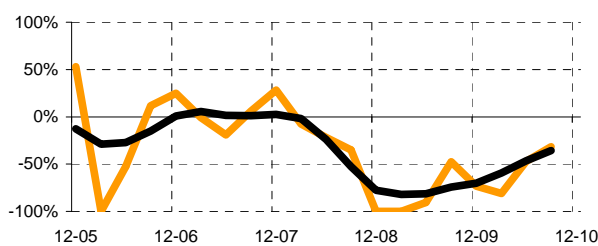
Tendance du coût du risque



Tendance du résultat net



Tendance de l'environnement économique



courbe orange (grise) : solde net des opinions mesuré

courbe noire : tendance désaisonnalisée (méthode additive)

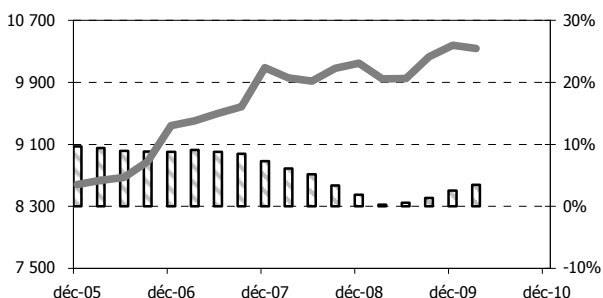
3. Les actifs financiers de la clientèle non financière

	Montants en millions d'euros									Variations	
	mars-08	juin-08	sept-08	déc-08	mars-09	juin-09	sept-09	déc-09	mars-10	1 an	1 trim
Sociétés non financières	2 400,906	2 321,889	2 458,440	2 399,730	2 249,722	2 223,991	2 338,501	2 432,610	2 329,693	3,6%	-4,2%
Dépôts à vue	1 094,065	1 075,837	1 082,275	1 189,064	1 070,251	1 057,544	1 179,658	1 288,014	1 190,735	11,3%	-7,6%
Placements liquides ou à court terme	1 125,081	1 060,594	1 047,411	1 032,567	1 009,984	984,204	961,498	932,523	923,269	-8,6%	-1,0%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,941	0,804	0,688	0,719	0,674	0,729	1,337	0,616	0,580	-13,9%	-5,8%
Placements indexés sur les taux de marché	1 124,140	1 059,790	1 046,723	1 031,848	1 009,310	983,475	960,161	931,907	922,689	-8,6%	-1,0%
<i>dont comptes à terme</i>	396,634	374,553	396,379	397,492	378,404	413,084	379,340	382,045	372,248	-1,6%	-2,6%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	304,984	271,756	257,922	212,843	235,383	246,397	265,483	221,691	227,950	-3,2%	2,8%
<i>dont certificats de dépôt</i>	419,587	411,623	391,076	419,414	393,424	323,245	314,188	327,082	321,622	-18,3%	-1,7%
Epargne à long terme	181,760	185,458	328,754	178,099	169,487	182,243	197,345	212,073	215,689	27,3%	1,7%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	53,289	49,773	41,363	36,753	31,509	31,376	32,271	31,887	32,570	3,4%	2,1%
Ménages	7 084,581	7 162,193	7 187,317	7 276,917	7 231,435	7 284,692	7 426,156	7 515,337	7 565,461	4,6%	0,7%
Dépôts à vue	1 757,023	1 793,862	1 774,568	1 842,779	1 746,078	1 777,168	1 848,103	1 911,389	1 868,487	7,0%	-2,2%
Placements liquides ou à court terme	2 363,371	2 405,706	2 480,508	2 513,648	2 534,675	2 487,968	2 485,367	2 450,869	2 483,418	-2,0%	1,3%
Comptes d'épargne à régime spécial	1 900,314	1 914,255	1 929,762	1 981,872	2 072,248	2 074,865	2 077,581	2 099,954	2 119,761	2,3%	0,9%
dont livrets ordinaires	711,461	705,370	700,743	723,516	737,302	710,054	718,718	735,129	748,589	1,5%	1,8%
dont livrets A et bleus	550,932	558,500	574,912	594,428	690,033	714,631	712,848	720,867	731,817	6,1%	1,5%
dont livrets jeunes	37,006	37,598	37,883	39,830	38,626	39,260	39,087	40,029	38,956	0,9%	-2,7%
dont livrets d'épargne populaire	132,448	135,384	137,084	137,414	118,248	122,350	122,469	119,914	114,484	-3,2%	-4,5%
dont livrets de développement durable	233,588	241,244	246,198	255,946	258,823	258,919	256,566	258,270	259,799	0,4%	0,6%
dont comptes d'épargne logement	234,879	236,159	232,942	230,738	229,216	229,651	227,893	225,745	226,116	-1,4%	0,2%
Placements indexés sur les taux de marché	463,057	491,451	550,746	531,776	462,427	413,103	407,786	350,915	363,657	-21,4%	3,6%
dont comptes créditeurs à terme	315,029	330,037	373,540	396,331	317,876	285,141	252,948	224,891	219,954	-30,8%	-2,2%
dont bons de caisse	12,924	12,418	12,141	13,673	14,022	13,636	13,347	13,099	12,879	-8,2%	-1,7%
dont OPCVM monétaires	135,104	148,996	165,065	121,772	130,529	114,326	141,491	112,925	130,824	0,2%	15,9%
Epargne à long terme	2 964,187	2 962,625	2 932,241	2 920,490	2 950,682	3 019,556	3 092,686	3 153,079	3 213,556	8,9%	1,9%
dont plans d'épargne logement	808,923	791,055	769,991	769,858	756,127	746,667	740,191	754,947	756,866	0,1%	0,3%
dont plans d'épargne populaire	82,379	79,135	75,011	72,990	71,139	69,010	67,881	67,946	65,054	-8,6%	-4,3%
dont actions	158,784	151,385	137,648	108,076	108,487	123,918	146,430	143,136	143,369	32,2%	0,2%
dont obligations	119,894	123,164	122,561	141,232	152,204	170,738	179,591	190,881	184,543	21,2%	-3,3%
dont OPCVM non monétaires	170,833	163,682	156,886	147,351	142,505	145,936	153,093	150,354	156,974	10,2%	4,4%
dont contrats d'assurance-vie	1 605,635	1 635,760	1 651,286	1 662,114	1 700,896	1 743,065	1 785,201	1 825,036	1 885,445	10,9%	3,3%
dont contrats PERP	9,050	9,458	9,791	10,263	10,783	11,347	11,883	12,408	13,064	21,2%	5,3%
Autres agents	472,797	433,673	437,227	471,333	463,224	441,098	463,764	431,450	440,573	-4,9%	2,1%
Dépôts à vue	136,621	100,872	115,298	113,412	131,999	108,502	149,046	115,804	120,358	-8,8%	3,9%
Placements liquides ou à court terme	110,905	113,195	110,962	130,945	135,425	125,142	100,882	106,589	100,642	-25,7%	-5,6%
Comptes d'épargne à régime spécial	14,421	14,004	14,116	14,434	15,525	15,659	15,252	15,418	15,622	0,6%	1,3%
Placements indexés sur les taux de marché	96,484	99,191	96,846	116,511	119,900	109,483	85,630	91,171	85,020	-29,1%	-6,7%
Epargne à long terme	225,271	219,606	210,967	226,976	195,800	207,454	213,836	209,057	219,573	12,1%	5,0%
Total actifs financiers	9 958,287	9 917,750	10 082,992	10 147,986	9 944,378	9 949,788	10 228,419	10 379,398	10 335,730	3,9%	-0,4%
Dépôts à vue	2 987,712	2 970,569	2 972,145	3 145,260	2 948,331	2 943,216	3 176,806	3 315,209	3 179,584	7,8%	-4,1%
Placements liquides ou à court terme	3 599,358	3 579,492	3 638,883	3 677,162	3 680,080	3 597,318	3 547,745	3 489,980	3 507,329	-4,7%	0,5%
Comptes d'épargne à régime spécial	1 915,677	1 929,061	1 944,568	1 997,027	2 088,444	2 091,257	2 094,169	2 115,989	2 135,962	2,3%	0,9%
dont livrets ordinaires	726,703	720,035	715,402	738,520	753,301	726,271	735,145	751,060	764,693	1,5%	1,8%
dont livrets A et bleus	551,052	558,644	575,056	594,578	690,229	714,802	713,011	720,972	731,914	6,0%	1,5%
dont livrets jeunes	37,006	37,597	37,883	39,829	38,627	39,260	39,085	40,029	38,956	0,9%	-2,7%
dont livrets d'épargne populaire	132,449	135,383	137,085	137,416	118,250	122,350	122,469	119,913	114,482	-3,2%	-4,5%
dont livrets de développement durable	233,589	241,243	246,198	255,948	258,822	258,921	256,567	258,269	259,799	0,4%	0,6%
dont comptes d'épargne logement	234,878	236,159	232,944	230,736	229,215	229,653	227,892	225,746	226,118	-1,4%	0,2%
Placements indexés sur les taux de marché	1 683,681	1 650,431	1 694,315	1 680,135	1 591,636	1 506,061	1 453,576	1 373,991	1 371,367	-13,8%	-0,2%
dont comptes créditeurs à terme	743,425	735,683	800,874	824,439	724,153	716,259	647,081	617,075	603,241	-16,7%	-2,2%
dont bons de caisse	15,858	14,276	13,486	15,772	16,121	14,385	14,498	14,188	13,749	-14,7%	-3,1%
dont certificats de dépôt	419,587	411,623	391,076	419,414	393,424	323,245	314,188	327,082	321,622	-18,3%	-1,7%
dont OPCVM monétaires	504,811	488,849	488,879	420,510	457,938	452,172	477,809	415,646	432,755	-5,5%	4,1%
Epargne à long terme	3 371,217	3 367,689	3 471,964	3 325,564	3 315,967	3 409,254	3 503,868	3 574,209	3 648,817	10,0%	2,1%
dont plans d'épargne logement	808,922	791,055	769,993	769,857	756,127	746,665	740,191	754,948	756,866	0,1%	0,3%
dont plans d'épargne populaire	82,379	79,135	75,011	72,989	71,138	69,011	67,882	67,946	65,055	-8,6%	-4,3%
dont autres comptes d'épargne	8,689	8,986	9,067	8,607	8,540	8,877	8,416	8,370	8,239	-3,5%	-1,6%
dont actions	175,880	168,803	151,730	122,314	119,339	138,204	163,974	161,687	162,938	36,5%	0,8%
dont obligations	264,008	276,382	425,601	300,965	312,440	339,888	360,311	386,502	380,940	21,9%	-1,4%
dont OPCVM non monétaires	416,654	398,110	379,485	378,455	336,704	352,197	366,010	357,312	376,270	11,8%	5,3%
dont contrats d'assurance-vie	1 605,635	1 635,760	1 651,286	1 662,114	1 700,896	1 743,065	1 785,201	1 825,036	1 885,445	10,9%	3,3%
dont contrats PERP	9,050	9,458	9,791	10,263	10,783	11,347	11,883	12,408	13,064	21,2%	5,3%

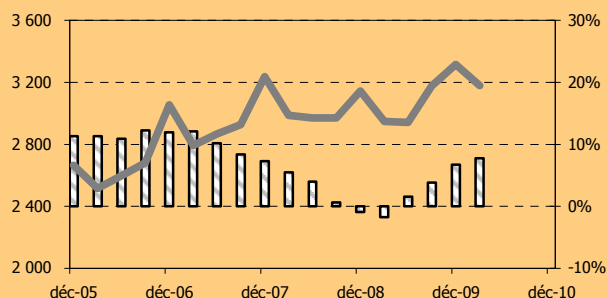
L'ensemble des actifs financiers détenus par les agents économiques

*Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite*

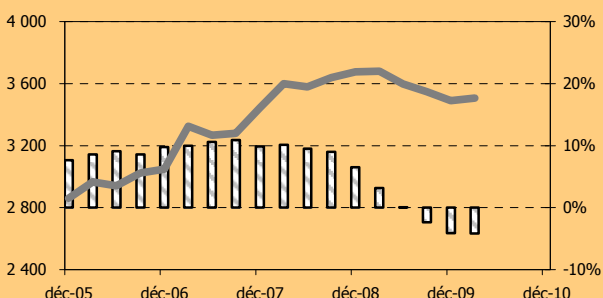
Ensemble des actifs financiers



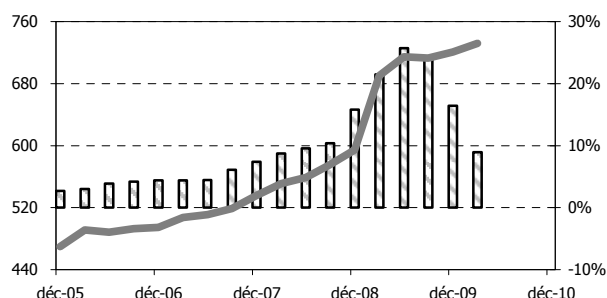
Dépôts à vue



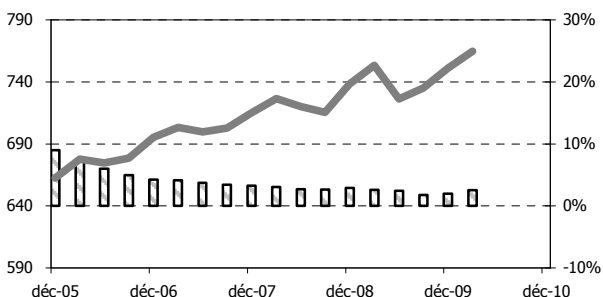
Ensemble des placements liquides ou à court terme



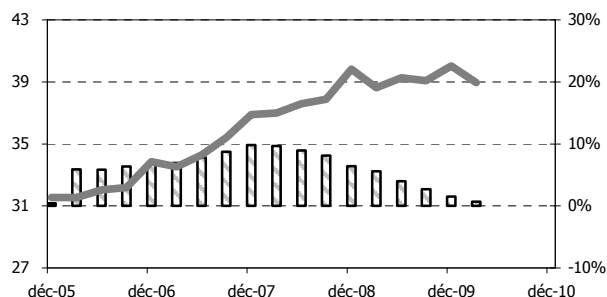
Livrets 'A'



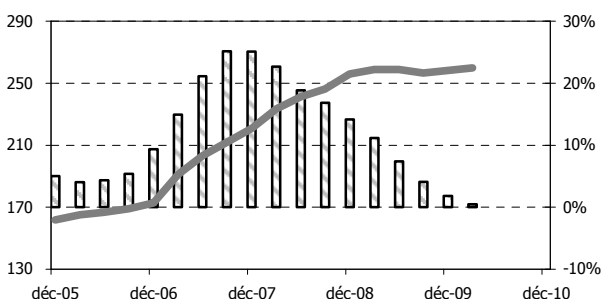
Livrets ordinaires



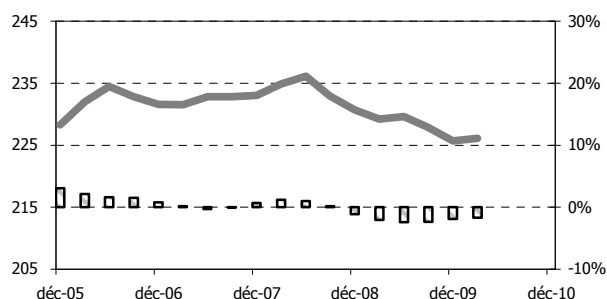
Livrets jeunes



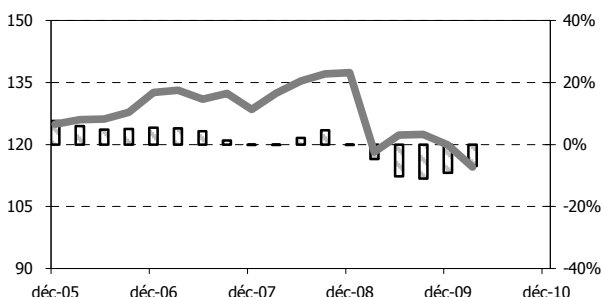
Livrets de développement durable



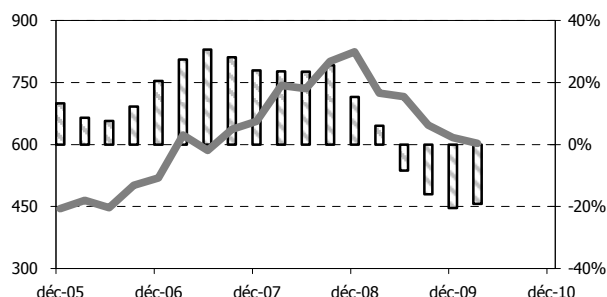
Comptes d'épargne logement



Livrets d'épargne populaire

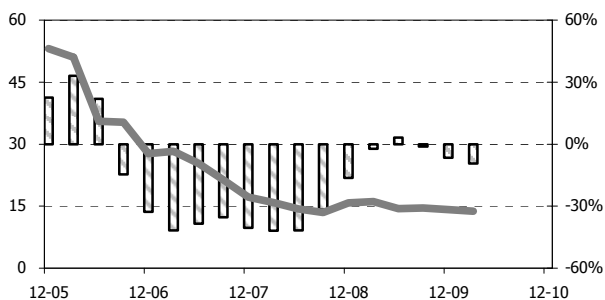


Dépôts à terme

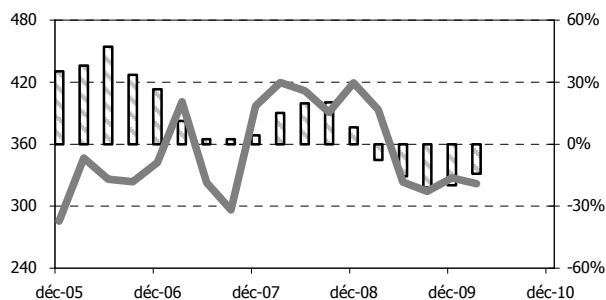


Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
 et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

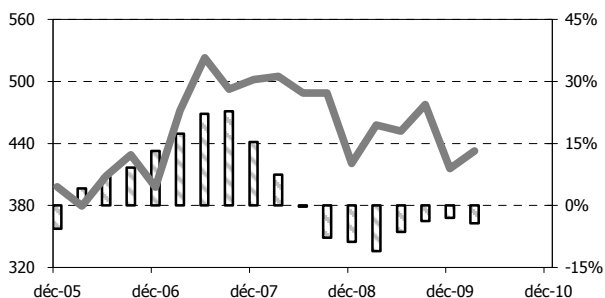
Bons de caisse et bons d'épargne



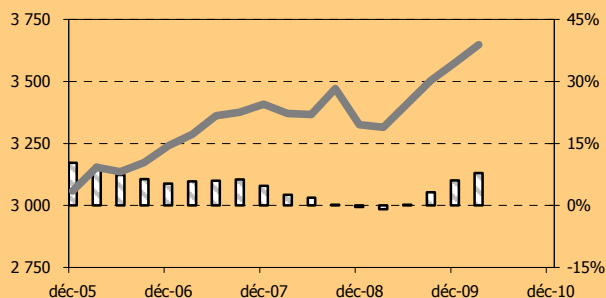
Certificats de dépôts négociables



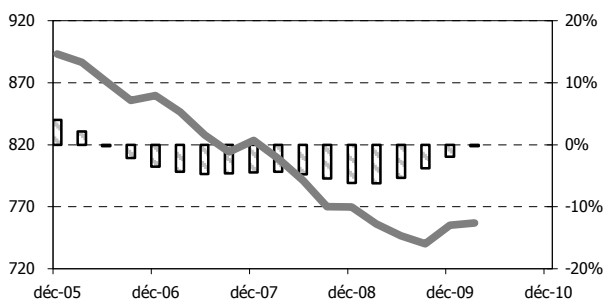
OPCVM monétaires



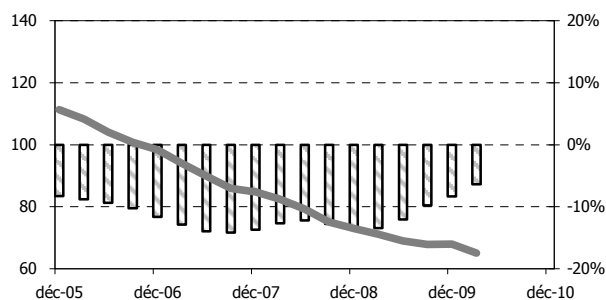
Epargne à long terme



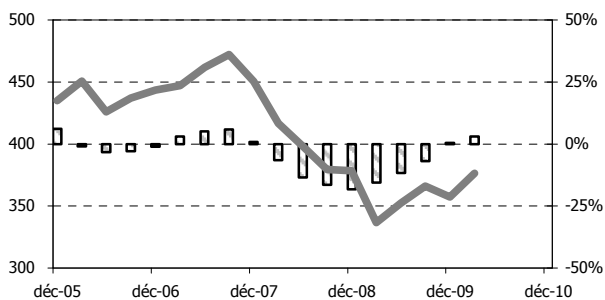
Plans d'épargne logement



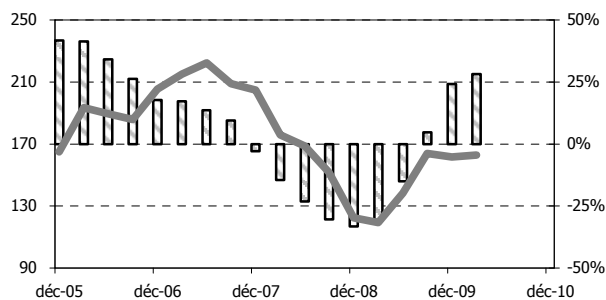
Plans d'épargne populaire



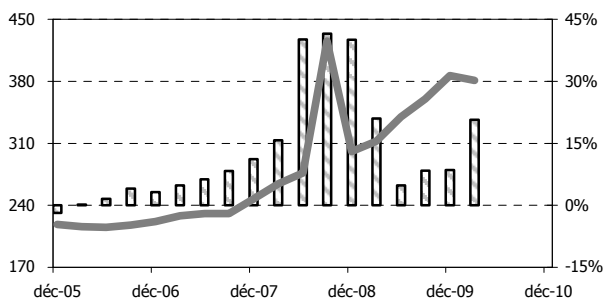
OPCVM titres en portefeuille titres



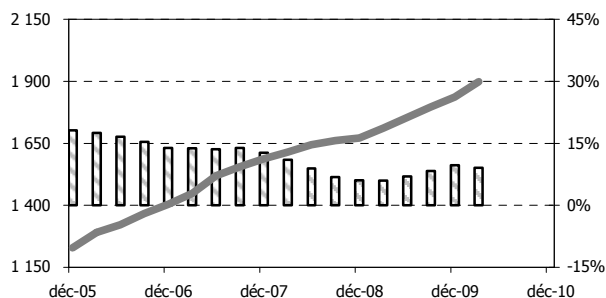
Actions en portefeuille titres



Obligations en portefeuille titres

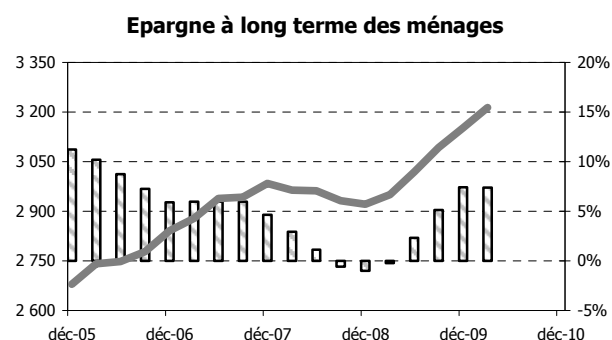
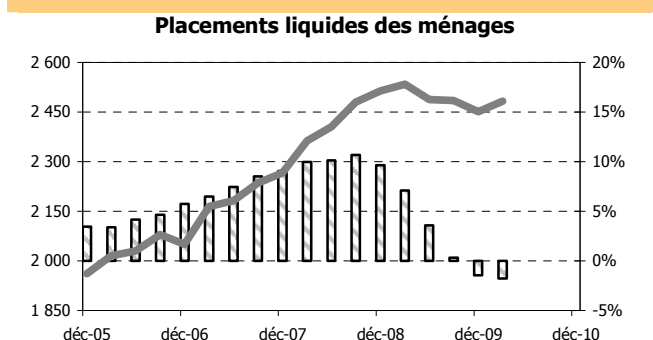
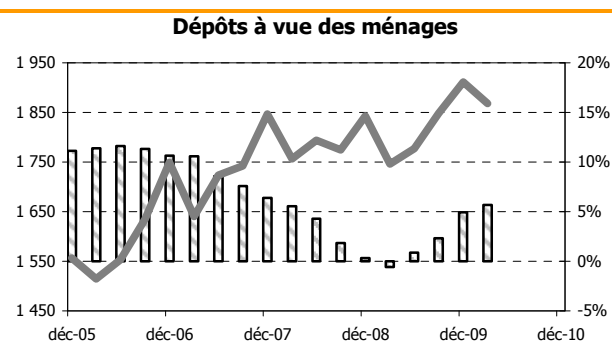
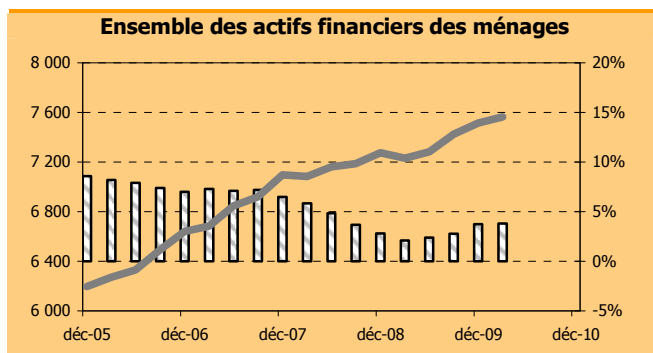


Assurance-vie



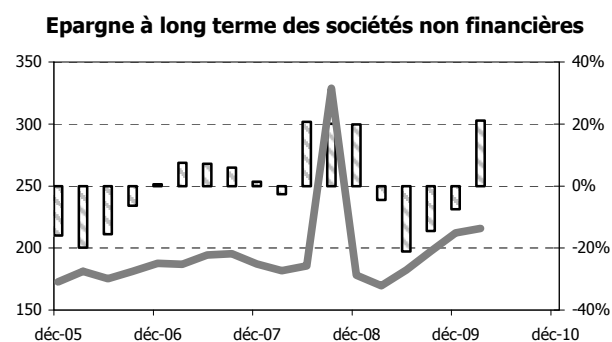
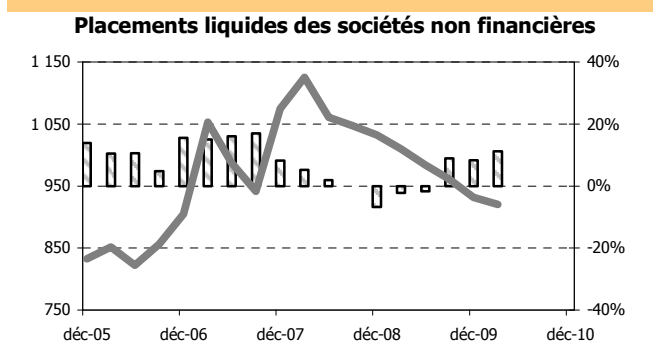
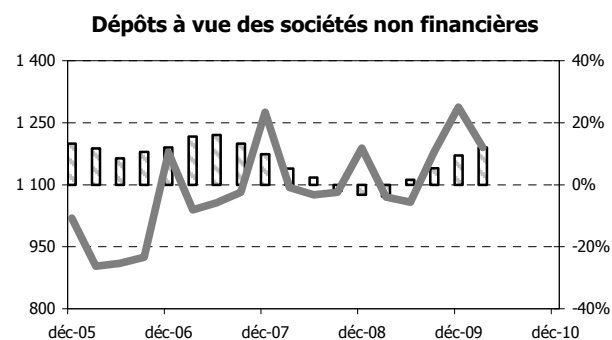
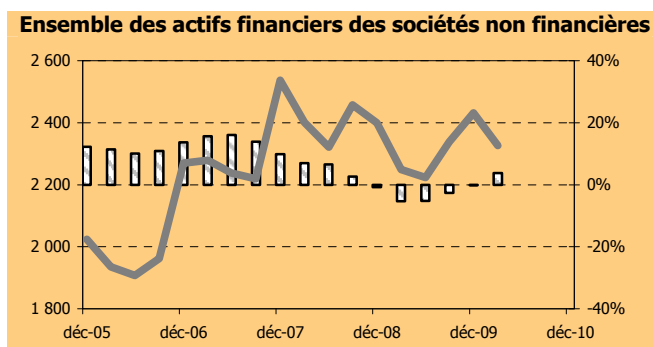
Les placements des ménages

*Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite*



Les disponibilités des sociétés non financières

*Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite*



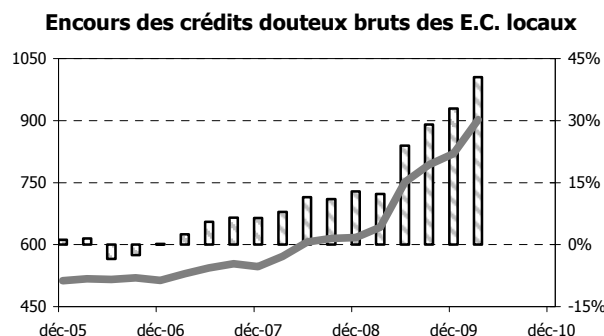
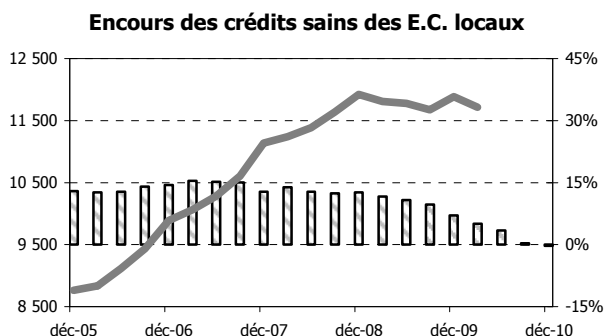
4. Les passifs financiers de la clientèle non financière

4.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux

	Montants en millions d'euros									Variations		
	mars-08	juin-08	sept-08	déc-08	mars-09	juin-09	sept-09	déc-09	mars-10	1 an	1 trim	
Entreprises												
Crédits d'exploitation	1 121,469	1 206,549	1 263,323	1 331,429	1 212,385	1 181,898	1 109,640	1 164,416	1 077,844	-11,1%	-7,4%	
<i>Créances commerciales</i>	118,353	134,631	129,582	155,662	111,717	115,806	107,145	124,115	99,770	-10,7%	-19,6%	
<i>Crédits de trésorerie</i>	618,590	641,160	691,191	716,098	693,324	639,710	600,750	621,287	557,433	-19,6%	-10,3%	
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	117,227	115,353	115,039	117,583	112,733	108,051	106,484	113,714	107,277	-4,8%	-5,7%	
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	261,869	292,765	300,391	284,141	261,274	275,790	251,103	233,157	261,620	0,1%	12,2%	
<i>Affacturage</i>	122,657	137,993	142,159	175,528	146,070	150,592	150,642	185,857	159,021	8,9%	-14,4%	
Crédits d'investissement	2 813,642	2 793,808	2 838,401	2 921,793	2 927,564	2 876,243	2 855,818	2 854,305	2 836,767	-3,1%	-0,6%	
<i>Crédits à l'équipement</i>	2 500,852	2 510,335	2 539,964	2 615,095	2 624,796	2 582,333	2 571,867	2 573,876	2 563,705	-2,3%	-0,4%	
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	215,537	211,458	212,932	210,348	202,149	197,266	195,031	187,188	180,457	-10,7%	-3,6%	
<i>Crédit-bail</i>	312,790	283,473	298,437	306,698	302,768	293,910	283,951	280,429	273,062	-9,8%	-2,6%	
Crédits à l'habitat	814,528	834,727	860,444	895,406	903,195	877,684	886,044	896,019	868,894	-3,8%	-3,0%	
Autres crédits	55,437	55,836	62,483	55,475	72,100	69,758	74,360	74,008	76,165	5,6%	2,9%	
Encours sain	4 805,076	4 890,920	5 024,651	5 204,103	5 115,244	5 005,583	4 925,862	4 988,748	4 859,670	-5,0%	-2,6%	
Ménages												
Crédits à la consommation	1 647,641	1 667,203	1 690,226	1 668,513	1 642,191	1 622,833	1 612,338	1 633,821	1 586,778	-3,4%	-2,9%	
<i>Crédits de trésorerie</i>	1 522,788	1 544,879	1 565,450	1 546,868	1 517,617	1 500,088	1 493,785	1 517,685	1 476,365	-2,7%	-2,7%	
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	47,515	46,536	47,817	41,249	44,254	42,784	39,976	40,918	37,429	-15,4%	-8,5%	
<i>Crédit-bail</i>	77,338	75,788	76,959	80,396	80,320	79,961	78,577	75,218	72,984	-9,1%	-3,0%	
Crédits à l'habitat	3 848,339	3 908,108	3 988,408	4 086,994	4 091,086	4 128,400	4 145,205	4 241,176	4 248,013	3,8%	0,2%	
Autres crédits	3,359	2,594	2,203	2,149	2,171	2,039	2,038	1,957	2,073	-4,5%	5,9%	
Encours sain	5 499,339	5 577,905	5 680,837	5 757,656	5 735,448	5 753,272	5 759,581	5 876,954	5 836,864	1,8%	-0,7%	
Collectivités locales												
Crédits d'exploitation	38,536	19,517	26,349	32,250	11,853	13,823	22,322	22,456	18,485	56,0%	-17,7%	
<i>Crédits de trésorerie</i>	36,262	16,851	23,944	28,233	9,465	10,305	20,379	22,240	18,165	91,9%	-18,3%	
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	2,274	2,666	2,405	4,017	2,388	3,518	1,943	0,216	0,320	n.s	48,1%	
Crédits d'investissement	578,058	556,639	550,681	552,268	575,102	580,571	568,668	563,880	566,198	-1,5%	0,4%	
<i>Crédits à l'équipement</i>	578,058	556,639	550,681	552,268	575,102	580,296	568,404	563,121	565,475	-1,7%	0,4%	
Autres crédits	3,305	4,053	2,155	2,416	4,990	5,424	6,076	7,384	6,935	39,0%	-6,1%	
Encours sain	619,899	580,209	579,185	586,934	593,445	601,318	598,566	595,220	593,053	-0,1%	-0,4%	
Autres agents												
Encours sain	316,607	338,463	355,082	376,436	363,557	415,742	391,519	426,127	427,096	17,5%	0,2%	
TOTAL												
Encours sain	11 240,921	11 387,497	11 639,755	11 925,129	11 807,694	11 775,915	11 675,528	11 887,049	11 716,683	-0,8%	-1,4%	
Créances douteuses brutes	571,538	606,552	614,569	616,983	641,987	751,749	793,389	820,253	902,084	40,5%	10,0%	
<i>Créances douteuses nettes</i>	201,436	222,158	234,543	233,318	237,089	273,545	302,597	306,846	336,260	41,8%	9,6%	
<i>(dt) Entreprises</i>	110,563	127,214	138,428	161,849	142,086	159,812	179,520	194,499	213,612	50,3%	9,8%	
<i>(dt) Ménages</i>	88,522	92,771	94,035	69,414	82,030	98,009	107,831	109,827	113,997	39,0%	3,8%	
Provisions	370,102	384,394	380,026	383,665	404,898	478,204	490,792	513,407	565,824	39,7%	10,2%	
Encours brut total	11 812,459	11 994,049	12 254,324	12 542,112	12 449,681	12 527,664	12 468,917	12 707,302	12 618,767	1,4%	-0,7%	
Taux de créances douteuses	4,8%	5,1%	5,0%	4,9%	5,2%	6,0%	6,4%	6,5%	7,1%	2,0 pt	0,7 pt	
Taux de provisionnement	64,8%	63,4%	61,8%	62,2%	63,1%	63,6%	61,9%	62,6%	62,7%	-0,3 pt	0,1 pt	

L'évolution de l'endettement des agents économiques

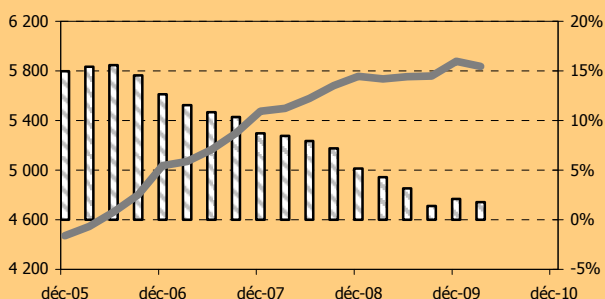
Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite



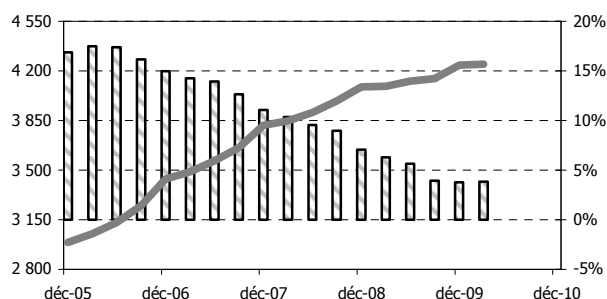
L'endettement des ménages

Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

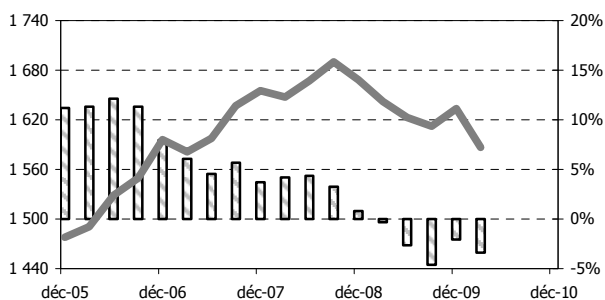
Ensemble des encours sains aux ménages



Crédits à l'habitat aux ménages



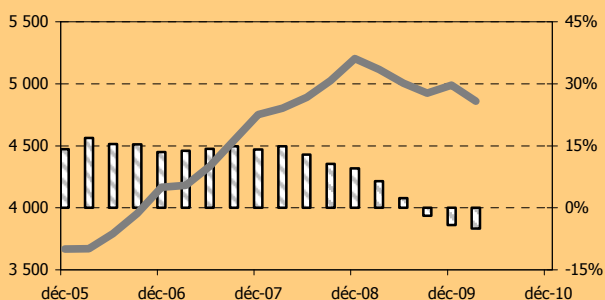
Crédits à la consommation des ménages



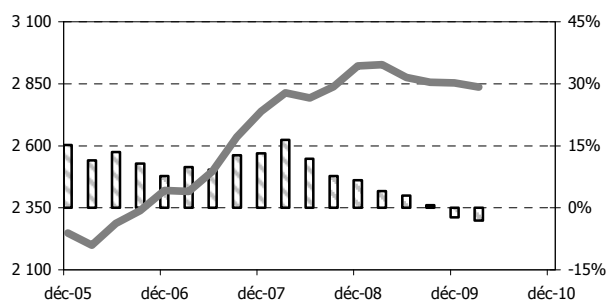
L'endettement des entreprises

Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

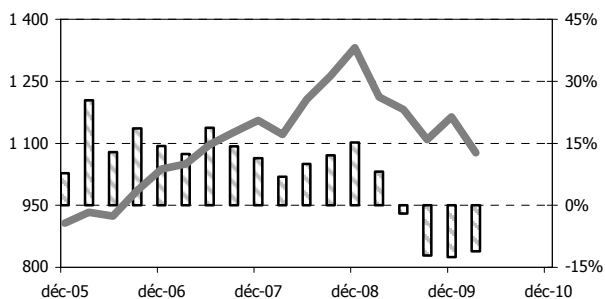
Ensemble des encours sains aux entreprises



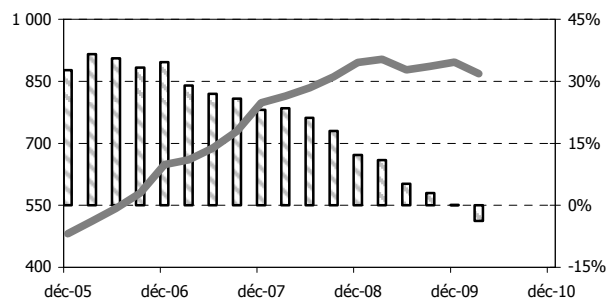
Crédits d'investissement des entreprises



Crédits d'exploitation des entreprises



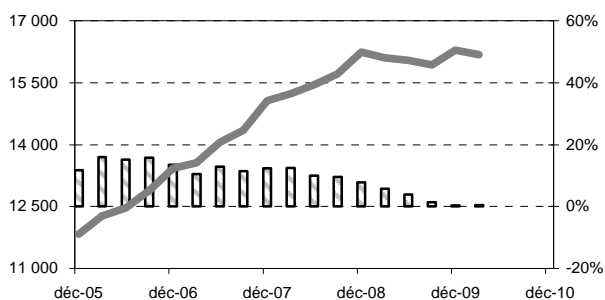
Crédits à l'habitat des entreprises



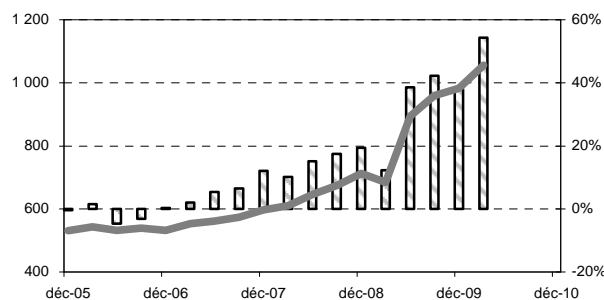
4.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit

	Montants en millions d'euros									Variations	
	mars-08	juin-08	sept-08	déc-08	mars-09	juin-09	sept-09	déc-09	mars-10	1 an	1 trim
Entreprises											
Crédits d'exploitation	1 170,000	1 256,676	1 305,972	1 416,280	1 267,957	1 231,629	1 158,708	1 207,712	1 108,417	-12,6%	-8,2%
<i>Créances commerciales</i>	119,923	136,644	131,610	158,352	113,084	118,611	108,944	125,906	101,870	-9,9%	-19,1%
<i>Crédits de trésorerie</i>	636,398	665,274	705,928	769,853	718,019	661,379	630,309	642,180	568,559	-20,8%	-11,5%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	118,942	116,803	116,463	118,952	113,938	109,048	107,405	114,554	108,176	-5,1%	-5,6%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	276,645	301,265	310,970	296,374	280,031	290,066	258,915	243,000	270,315	-3,5%	11,2%
<i>Affacturage</i>	137,034	153,493	157,464	191,701	156,823	161,573	160,540	196,626	167,673	6,9%	-14,7%
Crédits d'investissement	3 353,833	3 360,758	3 412,794	3 505,809	3 510,372	3 346,320	3 305,957	3 331,279	3 333,141	-5,0%	0,1%
<i>Crédits à l'équipement</i>	2 879,327	2 924,513	2 953,541	3 033,316	3 035,311	2 876,998	2 846,367	2 876,697	2 880,378	-5,1%	0,1%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	253,207	250,973	254,672	250,341	244,234	238,120	235,965	229,858	223,772	-8,4%	-2,6%
<i>Crédit-bail</i>	474,506	436,245	459,253	472,493	475,061	469,322	459,590	454,582	452,763	-4,7%	-0,4%
Crédits à l'habitat	2 661,169	2 679,166	2 697,956	2 750,522	2 757,497	2 749,521	2 772,714	2 806,243	2 822,997	2,4%	0,6%
Autres crédits	55,988	56,349	62,971	55,936	72,534	70,164	74,739	74,358	76,487	5,4%	2,9%
Encours sain	7 240,990	7 352,949	7 479,693	7 728,547	7 608,360	7 397,634	7 312,118	7 419,592	7 341,042	-3,5%	-1,1%
Ménages											
Crédits à la consommation	1 712,645	1 732,128	1 756,217	1 733,818	1 706,392	1 687,020	1 677,041	1 698,938	1 650,901	-3,3%	-2,8%
<i>Crédits de trésorerie</i>	1 587,699	1 609,698	1 631,325	1 612,048	1 581,684	1 564,064	1 558,279	1 582,618	1 540,336	-2,6%	-2,7%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	47,608	46,642	47,933	41,374	44,388	42,995	40,185	41,102	37,581	-15,3%	-8,6%
<i>Crédit-bail</i>	77,338	75,788	76,959	80,396	80,320	79,961	78,577	75,218	72,984	-9,1%	-3,0%
Crédits à l'habitat	4 172,373	4 247,961	4 341,936	4 455,067	4 462,770	4 556,933	4 581,067	4 683,733	4 696,181	5,2%	0,3%
Autres crédits	3,359	2,594	2,203	2,149	2,171	2,161	2,141	2,040	2,135	-1,7%	4,7%
Encours sain	5 888,377	5 982,683	6 100,356	6 191,034	6 171,333	6 246,114	6 260,249	6 384,711	6 349,217	2,9%	-0,6%
Collectivités locales											
Crédits d'exploitation	56,305	49,340	41,899	37,000	16,553	15,523	23,322	25,456	21,485	29,8%	-15,6%
<i>Crédits de trésorerie</i>	54,031	46,674	39,494	32,983	14,165	12,005	21,379	25,240	21,165	49,4%	-16,1%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	2,274	2,666	2,405	4,017	2,388	3,518	1,943	0,216	0,320	n.s	48,1%
Crédits d'investissement	1 633,881	1 615,853	1 610,588	1 734,945	1 775,301	1 791,271	1 765,517	1 848,027	1 705,999	-3,9%	-7,7%
<i>Crédits à l'équipement</i>	1 633,881	1 615,853	1 610,588	1 734,945	1 775,301	1 790,996	1 765,253	1 847,268	1 705,276	-3,9%	-7,7%
Crédits à l'habitat	0,106	0,100	0,094	0,089	1,589	1,500	1,500	1,500	1,435	n.s	n.s
Autres crédits	5,267	5,310	2,905	2,460	5,015	5,443	6,076	7,384	6,935	38,3%	-6,1%
Encours sain	1 695,559	1 670,603	1 655,486	1 774,494	1 798,458	1 813,737	1 796,415	1 882,367	1 735,854	-3,5%	-7,8%
Autres agents											
Encours sain	410,742	445,200	480,791	545,602	527,641	582,757	561,725	602,379	600,755	13,9%	-0,3%
TOTAL											
Encours sain	15 235,668	15 451,435	15 716,326	16 239,677	16 105,792	16 040,242	15 930,507	16 289,049	16 026,868	-0,5%	-1,6%
Créances douteuses brutes	609,422	645,460	674,224	712,188	684,241	894,424	959,391	982,742	1 056,181	54,4%	7,5%
<i>Créances douteuses nettes</i>	238,994	260,910	294,042	328,523	279,343	412,050	464,429	466,935	487,957	74,7%	4,5%
<i>(dt) Entreprises</i>	131,786	146,914	157,610	196,115	173,648	195,559	236,381	344,343	355,774	104,9%	3,3%
<i>(dt) Ménages</i>	93,967	97,655	99,558	74,750	87,777	104,343	114,347	115,542	121,491	38,4%	5,1%
Provisions	370,428	384,550	380,182	383,665	404,898	482,374	494,962	515,807	568,224	40,3%	10,2%
Encours brut total	15 845,090	16 096,895	16 390,550	16 951,865	16 790,033	16 934,666	16 889,898	17 271,791	17 083,049	1,7%	-1,1%
Taux de créances douteuses	3,8%	4,0%	4,1%	4,2%	4,1%	5,3%	5,7%	5,7%	6,2%	2,1 pt	0,5 pt
Taux de provisionnement	60,8%	59,6%	56,4%	53,9%	59,2%	53,9%	51,6%	52,5%	53,8%	-5,4 pt	1,3 pt

Encours des crédits sains distribués par l'ensemble des E.C.



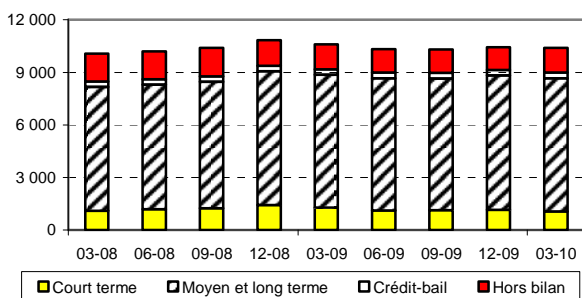
Encours des crédits douteux bruts de l'ensemble des E.C.



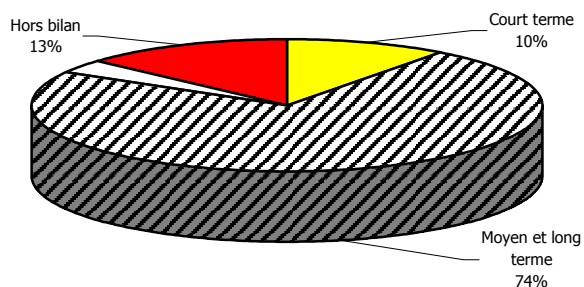
5. Risques sectoriels

Evolution globale des risques déclarés au SCR de la Banque de France

Risques en millions d'€

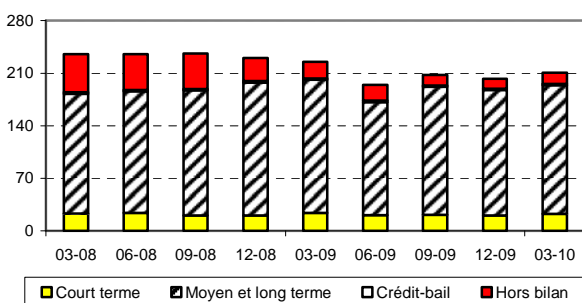


Répartition des risques par secteur à fin mars 2010

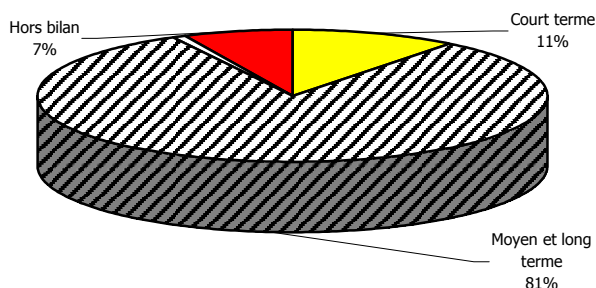


Risques bancaires sur le secteur agricole

Risques en millions d'€

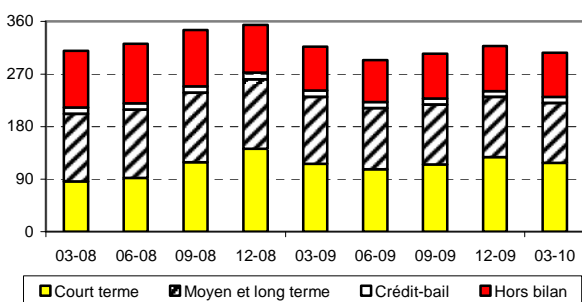


Répartition des risques par secteur à fin mars 2010

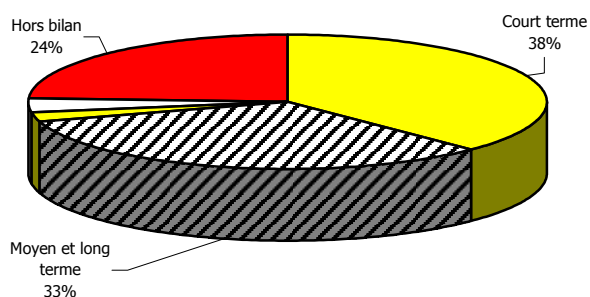


Risques bancaires sur le secteur de l'industrie manufacturière

Risques en millions d'€

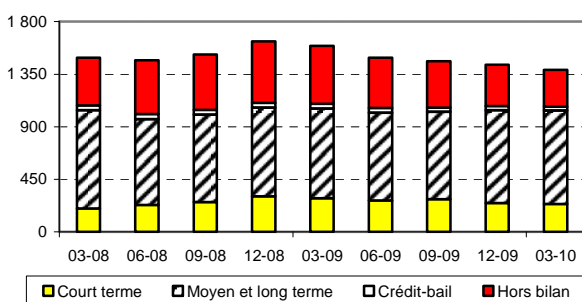


Répartition des risques par secteur à fin mars 2010

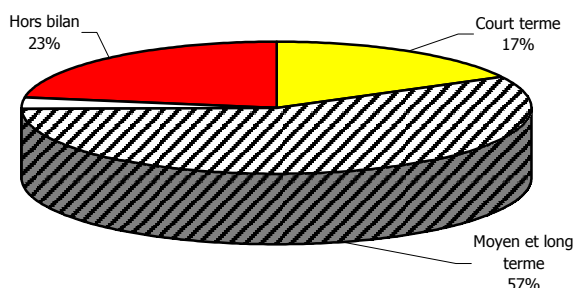


Risques bancaires sur le secteur de la construction

Risques en millions d'€

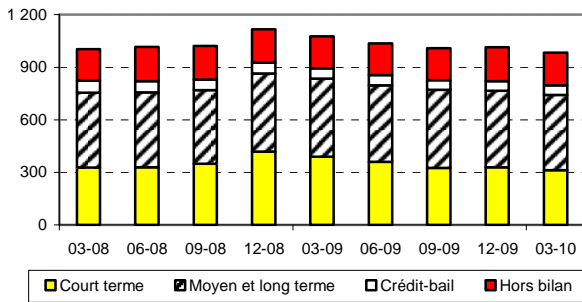


Répartition des risques par secteur à fin mars 2010

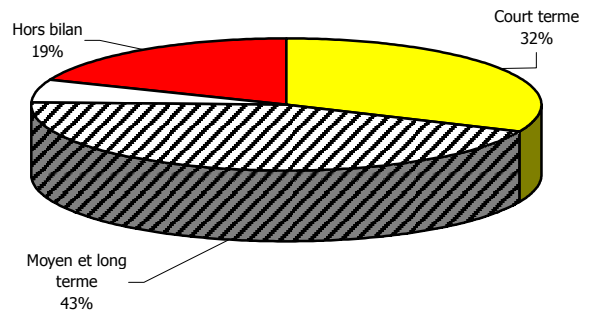


Risques bancaires sur le secteur du commerce

Risques en millions d'€

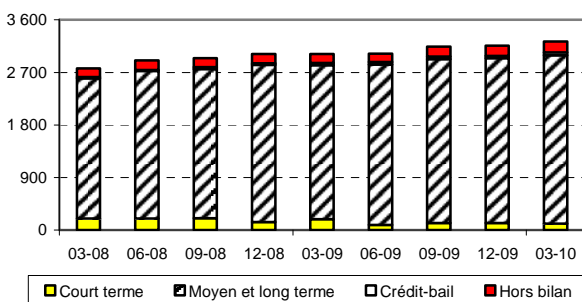


Répartition des risques par secteur à fin mars 2010

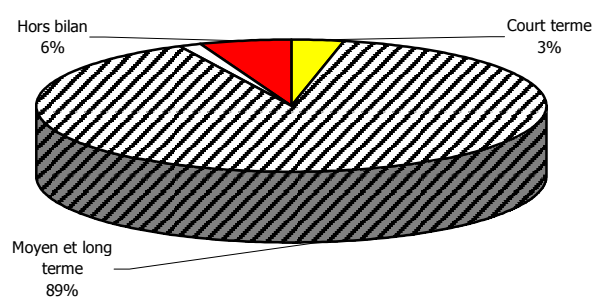


Risques bancaires sur le secteur des activités immobilières

Risques en millions d'€

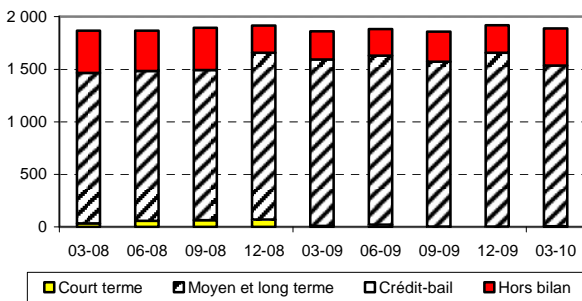


Répartition des risques par secteur à fin mars 2010

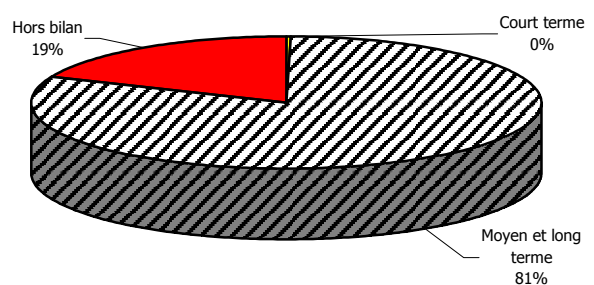


Risques bancaires sur le secteur des administrations publiques

Risques en millions d'€

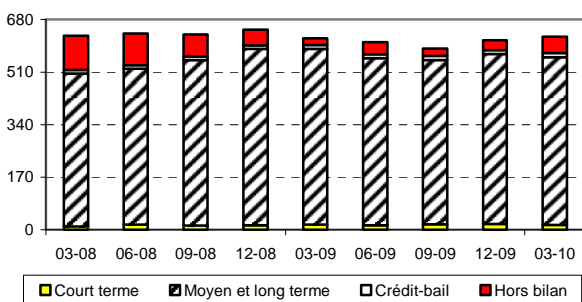


Répartition des risques par secteur à fin mars 2010

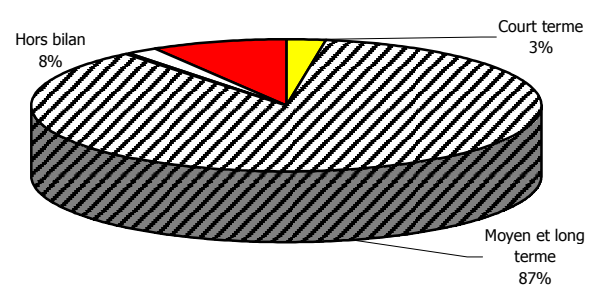


Risques bancaires sur le secteur de la santé et de l'action sociale

Risques en millions d'€



Répartition des risques par secteur à fin mars 2010



6. Rappel des taux

6.1 Taux réglementés

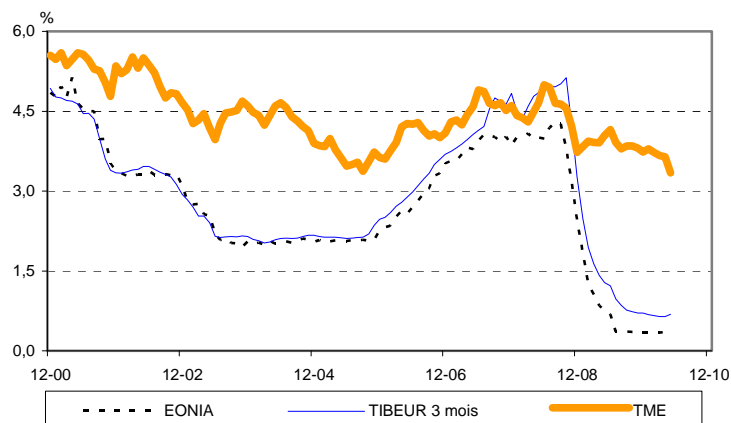
Taux directeurs de la Banque Centrale Européenne	
Taux de soumission minimal des opérations principales de refinancement (13/05/2009)	1,00%
Taux de la facilité de dépôt (13/05/2009)	0,25%
Taux de la facilité de prêt (13/05/2009)	1,75%

Taux de l'Épargne Réglementée (à compter du 1/08/2009)		
Livret A et bleu	Liv. développement	LEP
1,25%	1,25%	1,75%
Plan Epargne Logement *	Cpte Epargne Logement *	
2,50%	0,75%	

* Hors prime d'état

Taux d'intérêt légal	
Année 2009 (JO du 11/02/2009)	3,79%
Année 2010 (JO du 11/02/2010)	0,65%

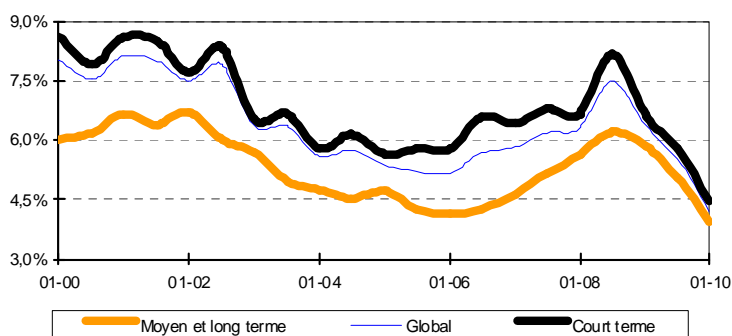
6.2 Principaux taux de marché



Principaux taux d'intérêt de marché					
	Eonia	Tibeur 3 mois	Tibeur 6 mois	Tibeur 12 mois	TME
mai-10	0,339%	0,686%	0,982%	1,249%	3,140%

6.3 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises

	Taux moyens pondérés		
	janv-09	juil-09	janv-10
Court terme	6,64%	5,79%	4,46%
· Escompte	6,71%	4,22%	4,28%
· Découvert	7,22%	9,48%	6,11%
· Autres CT	5,66%	3,46%	2,79%
Moyen et long terme	5,87%	5,06%	3,95%
Taux moyen pondéré global	6,36%	5,53%	4,22%



6.4 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (T.E.G.) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1^{er} de la loi n°66-1010 du 28 décembre 1966.

L'article 32 de la loi n°2003-721 du 1^{er} août 2003 pour l'initiative économique sort du champ de la réglementation relative à l'usure les prêts consentis à une personne morale ou à un entrepreneur individuel se livrant à une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte.

Catégories de crédit		Plafonds de l'usure applicables à compter de						
		oct-08	janv-09	avr-09	juil-09	oct-09	janv-10	avr-10
Particuliers	Prêts immobiliers							
	- Prêts à taux fixe	7,36%	7,80%	7,83%	7,01%	6,72%	6,57%	6,29%
	- Prêts à taux variable	7,46%	7,80%	7,93%	7,03%	6,12%	5,92%	5,72%
	- Prêts relais	7,53%	7,72%	8,05%	7,03%	6,59%	6,40%	6,25%
	Autres prêts							
	- Prêts d'un montant < ou = à 1.524 euros *	21,09%	21,32%	21,36%	21,59%	21,40%	21,45%	21,63%
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1.524 euros	9,77%	9,92%	10,04%	9,43%	9,20%	8,88%	8,85%	
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament > à 1.524 euros (*)	20,72%	21,11%	20,92%	20,63%	20,20%	19,71%	19,45%	
Prof.	- Découverts en compte (**)	14,17%	14,55%	14,13%	13,45%	13,16%	13,21%	13,33%

(*) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

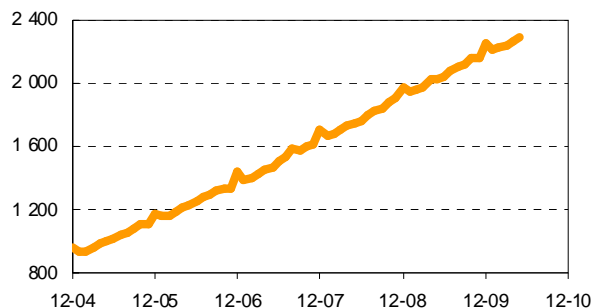
(**) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

7. Monnaie fiduciaire

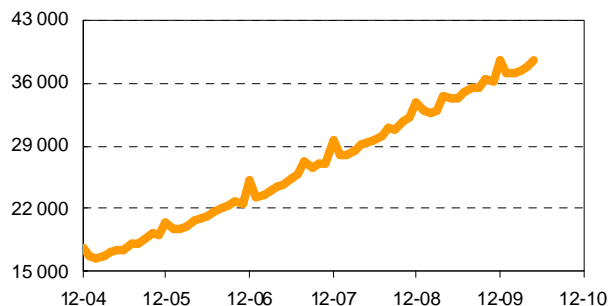
7.1 Emission mensuelle de billets euros

Emissions nettes cumulées de billets (à fin mai 2010)

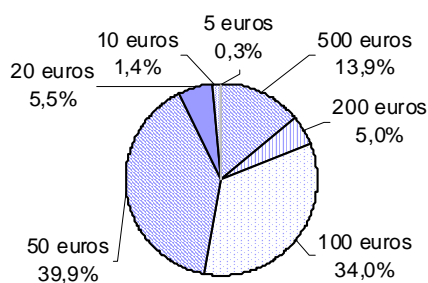
en valeur (en millions d'€)



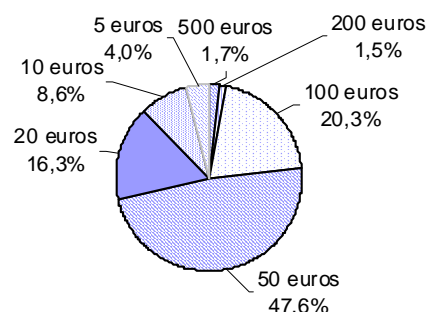
en volume (en milliers d'unités)



Répartition en valeur à fin septembre 2009



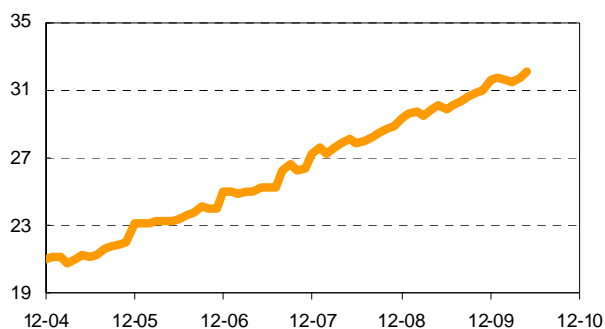
Répartition par quantité à fin septembre 2009



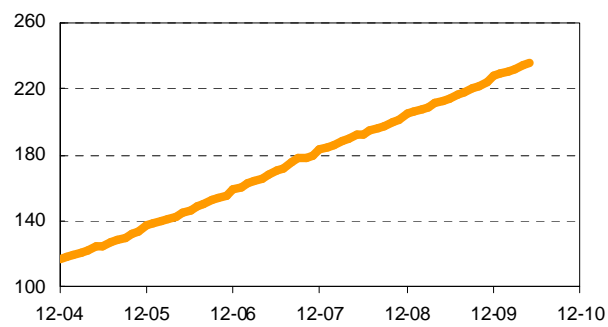
7.2 Emission mensuelle de pièces euros

Emissions nettes cumulées de pièces (à fin mai 2010)

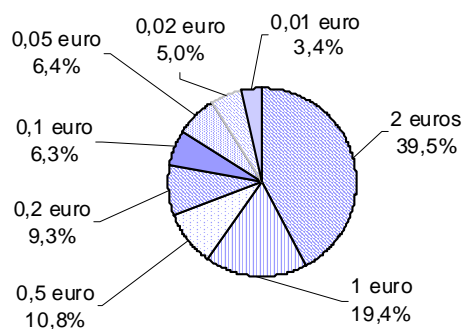
en valeur (en millions d'€)



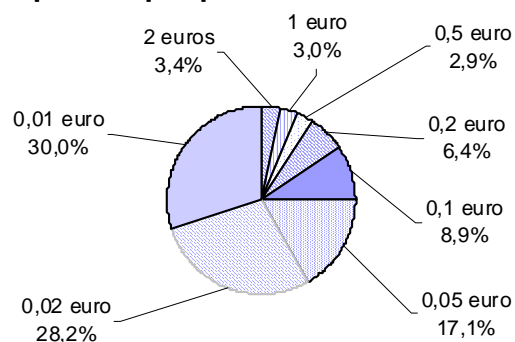
en volume (en millions d'unités)



Répartition en valeur à fin mai 2010



Répartition par quantité à fin mai 2010



INSTITUT D'ÉMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER
4 rue de la Compagnie - 97400 Saint-Denis
Réunion

Téléphone : 0262.90.71.00 – télécopie : 0262.21.41.32
Site Internet : www.iedom.fr

Directeur de la publication : Y. BARROUX
Responsable de la rédaction : A. BELLAMY-BROWN
Editeur : IEDOM
Achevé d'imprimer le 21 juin 2010
Dépôt légal N° 143 – Juin 2010